

Une première version du projet de texte d'orientation a été mise en circulation début février. Après une première phase d'amendements, une deuxième version du texte a été diffusée début mars. A l'issue d'une deuxième phase d'amendements, une troisième version a été diffusée après la réunion de la commission des amendements qui s'est réunie le samedi 26 mars. Le texte a ensuite été modifié dans le cadre de la Coordination Nationale des 2 et 3 avril 2011 et adopté à l'unanimité moins 6 mandats exprimés en contre, 1 en abstention, et 1 ne prenant pas part au vote, sur un total de 150 mandats.

Osons la révolution démocratique !

« *Actualité d'une révolution démocratique et recherche des voies pour la réaliser* ». Tel était le titre du texte adopté les 5 & 6 juin 2010.

Quel espoir nous ont apporté les soulèvements courageux des Tunisiens, des Égyptiens, et de tous les peuples qui veulent mettre fin aux dictatures ! Jusqu'aux Libyens, qui paient un prix si lourd pour se débarrasser d'un « *Guide* » qui fut cautionné par les gouvernements européens. Quelles meilleures réponses aux imbécillités savantes des bouffons, conservateurs étasuniens et autres, au service des gouvernements et des institutions internationales : où est le « *conflit des civilisations* » ? Où est la fascination des Arabes pour l'islamisme fondamentaliste qui, paraît-il, justifiait le soutien aux dictateurs ?

Tous les principaux termes du débat public en sortent modifiés.

Une première vague de soulèvements et de révolutions met en cause la mondialisation libérale. Avec la Tunisie puis l'Égypte, l'idée même d'une révolution possible s'est renforcée.

Cette idée avait déjà pris du poids dans les mouvements sociaux de l'an dernier en France et gagné une partie non négligeable de la jeunesse. Ce fut aussi le cas des jeunes des autres pays d'Europe les plus frappés par les politiques d'austérité, comme la Grèce.

Nous le voyons bien : les mêmes couches de jeunes, au sud et au nord de la Méditerranée, ne veulent pas être les sacrifiées du système et des politiques libérales. Cultivés, critiques devant des gouvernements corrompus, ils découvrent la situation de leurs cousins, voisins, de tou-te-s les laissé-e-s pour compte de la faillite du capitalisme ; la nécessité et la possibilité de faire « dégager » les serviteurs et les profiteurs de cet ordre mondial, du local au global.

Cela rend d'autant plus urgente la lutte contre la xénophobie, contre le racisme, pour de pleins droits pour les travailleurs migrants. L'activité du Front National montre comment le patronat et l'extrême droite utilisent les peurs de la crise pour diviser profondément les dominé-e-s. Ceci renforce aussi l'urgence du refus des politiques de guerre et la nécessité d'approfondir au plus vite l'idée même de coopération internationale sur des objectifs sociaux et écologiques.

Nous devons, ainsi, intégrer dans notre orientation stratégique cette réhabilitation de l'idée de révolution et proposer des axes de ruptures avec le capitalisme et l'ordre dominant.

La conjoncture générale

La montée en puissance des périls qui menacent la société monde se manifeste par les multiples crises économiques, sociales, écologiques, démocratiques, étroitement imbriquées que connaît la planète. Des conflits mondiaux (Corée, Palestine et Moyen-Orient, Irak, Iran, Afghanistan...) aux logiques sécuritaires contre les pauvres et les résistances au libéralisme, des collusions entre les dictatures et les puissances impérialistes, du maintien des violences patriarcales et de la domination masculine aux dictatures théocratiques, la violence prend toutes les formes. Les plus déshérités sont les premières victimes des reculs sociaux et éthiques scandaleux provoqués par la marchandisation de tout et par l'autoritarisme des puissants. Le capitalisme, synonyme de productivisme, menace directement, dès aujourd'hui, la pérennité de la planète et le sort de millions d'individus, notamment avec les conséquences des dérèglements climatiques, l'extinction de nombreuses espèces ou encore les migrations du fait de la misère ou de la guerre. Les problèmes liés à la malnutrition touchent un milliard d'individus.

Les moyens du développement, de l'épanouissement, de l'éducation, de l'accès à la culture, de la préservation et de la valorisation de la biodiversité n'ont jamais été aussi considérables. Les mêmes moyens servent à accroître le poids de la domination du capital et les champs où elle s'exerce. Les inégalités sont immenses et la rapacité d'une minorité nuit à toute la société. Les sciences et les techniques sont utilisées pour épuiser les ressources naturelles et asservir davantage les femmes et les hommes quand elles pourraient être mises à leur service. Les moyens de production et de communication sont accaparés et détournés par les plus riches, protégés par les systèmes technocratiques, policiers et militaires, quand ils devraient construire une citoyenneté mondiale. La propriété n'a jamais été aussi concentrée en quelques dizaines de milliers de mains quand des milliards de femmes et d'hommes n'accèdent pas aux droits fondamentaux.

Le développement des différentes régions du monde est profondément inégalitaire. Le modèle des pays occidentaux est incompatible avec l'égalité : s'il devait être généralisé, il faudrait plusieurs planètes. Pour cette raison notamment, en pratique le capitalisme impose des déséquilibres et génère des logiques impérialistes. Et les mécanismes de concurrence peuvent aller jusqu'à la guerre, au soutien et à la mise en place de régimes dictatoriaux, coloniaux ou postcoloniaux.

C'est dans ce contexte, à la fois local et global, que nous situons notre action. Nous militons pour des rapports internationaux complètement transformés. A la concurrence, nous opposons la coopération et la solidarité.

Nous opposons aux menaces sur la planète et sur la société-monde, les aspirations individuelles et collectives à l'émancipation et à l'égalité, la valeur des biens communs de l'humanité, l'exigence de paix et de non-violence, les immenses potentialités de l'éducation, la possibilité du bien-être pour toutes et tous, et d'un cadre de vie de qualité.

De multiples analyses des enjeux géopolitiques et des rapports de forces internationaux ainsi que les outils des sciences humaines et sociales qui en identifient les causes permettent d'envisager des leviers de résistances voire les ressources pour inverser le cours des choses : changer l'ordre du monde. La marche en avant dans le chaos de la jungle capitaliste n'est pas inéluctable.

Nous sommes parmi les acteurs de l'émancipation : celles et ceux qui luttent pour le développement, les droits fondamentaux, pour la paix, contre l'exploitation et contre toutes les discriminations liées au genre, au sexe, aux mœurs, à l'orientation sexuelle, à l'âge, à la situation de famille, à des caractéristiques génétiques, à la nationalité, aux origines réelles ou supposées, aux opinions politiques, aux activités syndicales, aux convictions religieuses, à l'apparence physique, à un état de santé ou à un handicap...

En opposition à la dispersion des forces de la gauche antilibérale, nous souhaitons, à l'échelle locale comme à l'échelle européenne et internationale, contribuer à les fédérer. Fédérer les mouvements critiques, les mobilisations, les initiatives alternatives et les mouvements altermondialistes leur donnera beaucoup plus de forces.

Il n'existe aucune opposition entre les actions quotidiennes en faveur de l'environnement, les pratiques individuelles responsables, et les rapports de forces à établir avec, par exemple, les grands industriels, les États ou les organismes internationaux. Il faut situer chaque action, chaque prise de responsabilité individuelle dans le cadre d'un mouvement global sans lequel la marche au chaos continuerait son chemin. Ainsi, pour faire face au réchauffement climatique, il faut changer partout les modes de production et de consommation ; les pays développés ont à cet égard une responsabilité particulière. De plus, ce sont d'abord les plus pauvres qui souffrent des dégâts du productivisme.

Les révolutions en cours viennent de montrer que même dans le contexte brutal d'une dictature, sur fond d'une exploitation économique et sociale, un peuple, les peuples peuvent bousculer l'ordre existant, renverser le pouvoir.

Les révolutions en Tunisie et en Égypte ont entraîné la chute de chefs d'État brutaux et corrompus. En Libye, le dictateur Kadhafi, isolé, riposte par un bain de sang. Avec des formes différentes, les mouvements de contestation touchent le Maroc, l'Algérie, la Jordanie, la Syrie, l'Irak, l'Iran, le Yémen, le Bahreïn. Il est possible qu'ils s'étendent encore.

Ces soulèvements populaires constituent un tournant fondamental. Ils manifestent avec éclat la puissance des peuples à changer le cours de l'histoire.

Alors qu'elles se présentent comme les défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme, les anciennes puissances coloniales, l'Union européenne, et singulièrement la France, portent une responsabilité toute particulière dans l'existence de régimes dictatoriaux et autoritaires. Quand ces régimes vacillent, elles cherchent à recréer une stabilité dans ces pays, condition nécessaire à l'exploitation de leurs ressources en matières premières et en main-d'œuvre.

Nous ne devons pas sous-estimer la capacité du capitalisme à s'adapter aux rapports de forces. Cependant, partout dans le monde, les adversaires de l'émancipation ne sont pas aussi forts qu'ils le paraissent. Ils sont en réalité profondément fragilisés : leurs pouvoirs se heurtent de plus en plus frontalement aux espoirs et aux mouvements des peuples ; la perspective de révolutions démocratiques s'affirme. Le champ des possibles s'élargit dans les mouvements à chaque fois que des actes, petits et grands, s'opposent aux logiques dominantes et s'inscrivent dans une perspective alternative.

Les prises de conscience des enjeux écologiques, économiques, sociaux, démocratiques portent de plus en plus sur des mises en cause substantielles de la marche du monde identifiée à la toute puissance du capitalisme.

Nous vivons depuis la crise financière de 2008 une accélération de la crise de légitimité du libéralisme et une généralisation de la critique du capitalisme. Elles ne sont pas sans contradictions, puisque, par exemple, le consumérisme n'en finit pas de dominer largement les échanges internationaux et de coloniser les consciences. Mais le fait nouveau de la période actuelle, c'est la remise sur le métier de mots et d'exigences qui n'avaient plus droit de cité : propriété, socialisation, nationalisation, pouvoir du peuple, démocratie directe et autogestion, révolution, épanouissement, communisme, classes sociales et lutte des classes... Et aussi des termes nouveaux, dont le sens dit autant la nécessité de transformations : décroissance, sobriété, anti-productivisme, anti-consumérisme, éco-responsabilité... Chacun de ces mots est aujourd'hui en cours de (re)construction, nécessitant d'être expérimenté, travaillé, confronté au

réel, en même temps que s'élaboreront dans la durée une pluralité d'approches et pensées critiques.

L'imbrication des crises du système, autant que l'aspiration à l'émancipation elle-même, posent la question de la transformation de l'ordre du monde, de la société. Tel est le sens de notre combat : contribuer à l'émergence ici et maintenant, et partout à l'échelle de l'humanité, d'une société et d'un monde solidaires, égalitaires, fraternels, pacifiques, débarrassés de toutes les dominations.

Nous nous inscrivons sur le temps long d'une mutation culturelle car il faut décoloniser les consciences, modifier en profondeur les comportements individuels et collectifs en même temps que mettre à bas les structures de domination et d'exploitation. Nous nous situons aussi dans le moyen terme des alternatives pour réaliser d'autres choix. Nous agissons dans le temps court face aux urgences. Notre orientation dans chacune de nos interventions est de réaliser des avancées émancipatrices.

Les points d'appui de cette orientation émancipatrice qui implique une transformation profonde des rapports sociaux, sont nombreux : la profusion de résistances ; la multiplicité et la vitalité des pensées critiques et des pratiques alternatives, avec l'extraordinaire vitesse et la puissance de leur circulation ; la recherche de sens ; les exigences du développement humain ; les portes ouvertes par l'étendue des connaissances scientifiques et techniques, à condition d'en faire des biens communs, de les mettre au service des femmes et des hommes, contre le Capital.

La conjoncture politique en Europe et en France

L'éclatement de la crise financière, en 2008, a marqué une étape qui a fait prendre conscience que nous sommes face à une crise systémique du capitalisme. Il est aujourd'hui confronté à une tâche existentielle pour lui : recréer des conditions de fonctionnement pour sécuriser la rentabilité des investissements et des placements.

A cette fin, il mène une offensive antisociale d'une grande violence, avec des politiques d'austérité qui se généralisent. Ces politiques économiques ont pour objectif de faire payer la crise à l'ensemble des citoyens en amplifiant la casse de l'État social. Les spéculateurs continuent à faire pression sur les pays en difficulté et à guetter leurs prochaines proies.

L'Union européenne et la plupart des gouvernements – qu'ils soient de droite ou socio-libéraux – sont aujourd'hui lancés dans une fuite en avant libérale, antisociale et anti-écologique. Dérégulations et attaques contre les droits fondamentaux, chômage et précarités, sont leur programme politique pour aujourd'hui et pour demain.

C'est le sens du pacte de compétitivité proposé par A. Merkel avec l'assentiment de Sarkozy. C'est également l'objectif du plan préparé par la commission européenne : durcir le pacte de stabilité (réduction de la dette publique sous peine de sanctions) et imposer des mesures aux États présentant des « *déséquilibres excessifs* ».

Alors que les services publics ont une nouvelle fois démontré lors de la crise financière qu'ils sont de puissants boucliers contre les crises, l'UE et les États membres continuent d'en restreindre les périmètres. Ils visent la réduction de tous les secteurs qui échappent aux logiques mercantiles, alors que les peuples soutiennent l'existence de secteurs importants de l'économie (école, santé, logement...) en dehors du système marchand. Ils veulent dilapider tous les droits sociaux, frappant d'abord les plus précarisés, les chômeurs, les retraités...

Les libéraux et les sociaux-libéraux ne peuvent accepter l'évidence, désormais largement partagée par les peuples, que le mal prend sa source dans les fondamentaux de leurs doctrines,

expression des intérêts des dominants : l'existence de la « *main invisible* » du marché, la « *rationalité* » des dynamiques économiques, la « *mécanique naturelle* » de progrès social liée à la croissance économique, l'harmonie sociale qui résulterait de l'addition des égoïsmes individuels, tandis que la solidarité encouragerait l'oisiveté. Ce sont les fondamentaux libéraux qui sont aujourd'hui sur le grill.

La limitation de la dépense publique est au cœur de toutes les politiques (en France sous la forme de la Révision générale des politiques publiques) alors même que notre société doit, au contraire, s'apprêter à consacrer davantage de richesse à l'éducation et à la culture, à la recherche, à la prévention et à la santé, aux politiques de solidarité et de développement humain, à la qualité de vie et à la préservation des biens communs de l'humanité.

Au cœur de cette fuite en avant libérale, des pratiques anti-démocratiques accompagnent les régressions sociales. Là où le capitalisme et les formes prétendument les plus avancées de démocratie apparaissaient, dans les pays développés, étroitement compatibles, voire nécessaires l'un à l'autre, des contradictions apparaissent maintenant aux yeux de tous. Le déficit de démocratie commence à devenir flagrant aux yeux de tous ou presque.

Les citoyens sont désormais, sans cesse, témoins de la distorsion entre la parole et les actes politiques, de la prééminence de la « communication » manipulatrice dans les interventions gouvernementales, de l'absence de débats véritables, des avantages indus accordés aux plus riches, du mépris avec lequel le gouvernement et le patronat traitent les citoyens, les salariés, les étrangers, les jeunes et leurs légitimes revendications, du choix délibéré de favoriser l'intérêt privé contre l'intérêt public (et de casser les services publics) et de l'ingérence du pouvoir exécutif dans les pouvoirs législatif et judiciaire.

La nostalgie de la « *grandeur passée de la République* » ne peut tenir lieu de programme politique, au vu de son bilan pour le moins contradictoire (des politiques coloniales d'hier à la Françafrique d'aujourd'hui, par exemple) : il faut, là aussi, prendre la mesure du divorce de la société avec le pouvoir politique. L'abstention aux élections est devenue massive, et ce n'est là qu'une des formes prises par la défiance à l'égard de la représentation politique et des institutions.

Le sécuritaire-autoritaire est devenu nécessaire au pouvoir non seulement dans les discours politiques mais aussi dans les politiques publiques, du fait des conséquences de la montée des inégalités, destructrices des repères sociaux. Faute de traiter les causes de la violence, le pouvoir encourage toutes les oppositions possibles entre classes moyennes et classes populaires, entre habitants des cités et des centres villes, entre étrangers et français... sur fond de discriminations des jeunes des quartiers populaires, des étrangers, des Roms, les territoires de relégation concentrent des millions de personnes. Ainsi, 12 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Ce sécuritaire-autoritaire est porté par un discours, une théorie antidémocratique, oligarchique trop peu combattue par la gauche. Il s'appuie sur un discours et une théorie élitistes qui reprennent les idéologies « *anti-lumières* », où « *classes dangereuses* » et « *menaces de type terroristes* » sont des figures complémentaires pour imposer l'obéissance à « *nos institutions* ».

Cependant, dans le même temps, la période est marquée par le développement des résistances en Europe. De forts mouvements sociaux ont lieu dans la plupart des pays de l'Union européenne, le plus souvent sous la forme de luttes de résistances. Certaines mobilisations ont été coordonnées au niveau européen, sans parler des solidarités transfrontalières. Force est cependant de constater leur déficit de résultats : là où il y a quinze ans un mouvement social d'ampleur obtenait rapidement des résultats, le pouvoir reste aujourd'hui sourd aux exigences portées par des millions de personnes et massivement soutenues par la population.

En France, le mouvement d'opposition à la contre-réforme des retraites aura été l'un des plus massifs depuis des décennies. D'un côté, il a été marqué par la force de l'unité syndicale, déterminante pour la mise en mouvement par la grève et les manifestations comme pour le soutien populaire ; de l'autre, il n'a pas inclus dans son champ d'action les ruptures nécessaires, tant du point de vue de la structure de la société que de la construction de l'alternative politique nécessaire.

Le déficit d'alternatives politiques constitue un phénomène au moins européen.

La « social-démocratie » et une partie des courants se réclamant de l'écologie se sont converties au libéralisme. Les organisations communistes, affaiblies par le désastre des régimes « socialistes » et par la participation à des gouvernements d'accompagnement, n'ont pas produit les bases pour la refondation d'un projet.

Ce déficit peut aussi s'analyser en rapport avec la crise de la démocratie actuelle : il n'existe pas de place pour la participation directe des citoyens à la vie de la cité ; l'espace public commun est monopolisé par les fonctions commerciales.

Les partis de gauche, aussi bien que la gauche mouvementiste, se montrent jusqu'à présent dans l'incapacité de produire une nouvelle matrice concernant les rapports entre le mouvement dit « social », dont nous soulignons pour notre part la dimension politique, et la politique institutionnelle. Là où ils sont en responsabilité dans des exécutifs, ils mènent rarement des politiques de rupture ; et là où ils se centrent sur un discours radical apparemment intransigeant, ils n'occupent ni ne transforment les espaces institutionnels.

Ces problèmes sont beaucoup plus vastes et plus fondamentaux que la question de la reformulation d'une « offre politique » pour répondre à des clients-citoyens en attente d'être nourris de bonnes idées. Est posé le problème de l'exercice de la démocratie, de la représentation politique et de la démocratie directe. La situation est périlleuse dans la mesure où existent dans le même temps la tentation sécuritaire des gouvernements, les percées d'extrême droite et l'immense désarroi démocratique d'une bonne partie des citoyens. Ainsi, la crise de la représentation s'entrelace avec la crise des institutions. La distorsion est énorme entre la force des idées critiques et les résultats électoraux de la gauche d'alternative.

Refonder à gauche

La question de la refondation de la gauche se pose à l'échelle de l'Europe tout entière. S'il existe bien des résistances aux politiques libérales, dans presque tous les pays de l'Union européenne, partout leurs acteurs constatent le déficit d'alternatives et de perspectives. La construction d'une gauche d'alternative est un enjeu européen.

En France, aux yeux du plus grand nombre, la gauche est aujourd'hui sans autre « projet » que de s'accommoder du cours des choses au pouvoir. Néanmoins, une majorité des citoyens la soutient lorsqu'elle proteste contre les politiques libérales, vote pour le moindre mal lors des élections locales.

Le Parti socialiste a bien perçu la profondeur de la crise économique et dénoncé l'ampleur de ses conséquences sociales. Mais, outre qu'il ne formule pas le projet de rupture avec l'ordre libéral et sécuritaire, il ne prend pas en compte l'ampleur de la crise de légitimité de la représentation politique ; il est tourné vers l'objectif de la prochaine alternance, sans véritable projet politique.

La gauche d'alternative reste elle-même dans la situation précaire d'une mouvance éparpillée, dont beaucoup de citoyens et tant de militants se sont détournés depuis des années, même si la

création du NPA et celle du Front de gauche ont, dans des registres différents, commencé à esquisser une recomposition des forces et des dynamiques politiques.

L'unité syndicale a permis une participation massive au mouvement contre la « réforme » des retraites. Son issue n'a pas été ressentie comme un échec total. De nombreux manifestants et grévistes se sont engagés pour signifier le refus de la société voulue par Sarkozy, sans croire vraiment à la possibilité d'une victoire.

Le capitalisme est de plus en plus directement rejeté. Mais ni ce rejet ni les mobilisations ne produisent par elles-mêmes les perspectives de transformation qu'elles appellent. Or, toute l'expérience du XXème siècle témoigne qu'il ne peut y avoir de transformation profonde si le social, le culturel et la politique institutionnelle restent dissociés.

Le mouvement a aussi montré que le mouvement syndical n'est pas encore en mesure de construire un nouveau rapport au politique. Il y a certes eu dans le mouvement des prises de conscience de la nécessité d'affronter ce problème du rapport à la question de l'alternative politique. Cependant, les logiques de délégation restent dominantes, ce qui empêche de concevoir que c'est à partir de la dynamique même des mouvements que peut se construire l'alternative.

Il existe trois enjeux à distinguer et à articuler :

- l'enjeu d'affirmer les ruptures nécessaires en matière de pouvoir et de rapports de propriété comme des éléments essentiels de toute politique alternative, ce qui appelle un large débat public ;
- l'enjeu du rapport au politique, précédemment évoqué. Faute d'avancées dans ces domaines, les associations, les mouvements partiels et les actions en réseaux ont moins de force. Ainsi, il serait souhaitable d'engager le débat sur le bilan du mouvement altermondialiste et sur ses difficultés liées à sa volonté de rester exclusivement dans une logique de contre pouvoir ;
- l'enjeu du rapprochement des forces syndicales les plus déterminées à s'opposer au pouvoir. Pour la partie du mouvement syndical qui continue de s'y référer, la question à poser est : qu'est-ce aujourd'hui qu'un syndicalisme de transformation sociale et écologique ?

Du point de vue des forces politiques, le Parti socialiste se montre aujourd'hui incapable de présenter un projet politique transformateur : il reste fixé sur sa politique d'accompagnement du capitalisme. N'est-il pas significatif que l'actuel président du Fonds monétaire international puisse être considéré par le PS comme candidat possible à la présidence de la République ?

Après une phase euphorique liée à la transformation de la LCR en NPA, sur fond de succès à l'élection présidentielle, le NPA a renoncé à son projet originel affirmé, qui impliquait des militants venus d'autres horizons, et a majoritairement choisi une stratégie d'isolement sur un créneau d'affirmation anticapitaliste, avec l'espoir de concrétiser dans les urnes l'écho protestataire. Son dernier congrès n'a pas permis de dégager une majorité sur une orientation. Des militants ont d'ores et déjà quitté le mouvement et, en son sein, certains courants unitaires choisissent aujourd'hui d'investir les dynamiques unitaires, locales notamment, qui leur conviennent.

Après l'échec de la candidature unitaire de la gauche d'alternative en 2007, le Front de gauche, lancé l'année suivante, s'est installé dans le paysage politique comme un regroupement électoral de forces politiques. Il a obtenu lors des élections européennes puis régionales des résultats mitigés. Il n'est pas parvenu à prendre de la force pendant le mouvement contre la « réforme » des retraites. Cependant, la perspective de candidatures du Front de gauche lors des élections législatives et de l'élection présidentielle de 2012 est désormais annoncée, même si les choix du PCF en la matière restent en partie incertains.

La situation du Parti communiste français est complexe et contradictoire. L'engagement dans le Front de gauche s'est fait sur la base suivante : le PCF a confirmé son souhait de continuer à exister en tant que tel. Il a développé une politique de front, d'où est né le Front de gauche. Cependant, en son sein, persistent deux tendances contradictoires avec l'option stratégique d'un rassemblement de la gauche d'alternative permettant de contester l'hégémonie du social-libéralisme sur la gauche : d'une part, les courants orthodoxes défendent la rupture avec le Front de gauche ou la domination du PCF en son sein ; d'autre part, les courants favorables au rassemblement de toute la gauche lors des échéances électorales, avalisent de fait la domination social-libérale sur celle-ci.

À la différence du PCF, le Parti de gauche milite depuis ses débuts pour la création d'une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique. Il espère que le PCF y souscrira un jour, mais, pour le moment, il privilégie l'espoir d'une dynamique liée à la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, estimant qu'elle permettra à terme de faire bouger les lignes politiques à gauche.

La Gauche unitaire, qui partage l'objectif de la création d'une nouvelle force politique, privilégie aujourd'hui la construction et le développement du Front de gauche.

Lors de leur récent congrès, les Alternatifs ont réaffirmé leur ligne stratégique en faveur de l'union de toute la gauche de transformation sociale et écologique, du NPA au PCF, et pour la création d'un pôle de la gauche alternative.

Enfin, nous avons pu constater, dans la dernière période, des points de convergences avec plusieurs forces politiques, comme le courant Convergences et Alternative ou le PCOF qui partagent le projet d'un front large anticapitaliste et la volonté de construction d'une nouvelle force politique à partir des luttes et des échéances électorales.

Nos ambitions stratégiques

Lors de la création de la Fédération, fin 2008 – début 2009, nous avons écrit :

« L'enjeu pour nous consiste à dépasser les clivages traditionnels entre champs politique et social, entre pratique institutionnelle et mobilisation, entre écologie et social. La crise du système capitaliste rend tout à fait urgente cette démarche de construction d'une alternative qui permette de le dépasser et de le remplacer. Une telle ambition suppose de concrétiser un espace où pourront se retrouver tous les courants et tout(e)s les citoyen(e)s attachés à changer cette société. Mais l'unité ne peut se réduire à des proclamations. Pour donner une réalité, elle doit se démontrer dans des actes politiques. Convaincre de la possibilité de ce rassemblement prendra du temps et ne sera pas une chose aisée, mais c'est dès maintenant que nous décidons de fédérer nos énergies. Nous appelons donc à une première étape de rassemblement autour d'une structure provisoire, ouverte et évolutive, s'inscrivant dans un processus qui n'en est aujourd'hui qu'à ses premiers balbutiements. Nous prenons donc l'initiative du lancement d'une convergence dont le titre sera « La Fédération » et le sous-titre de référence « Pour une alternative sociale et écologique ». La Fédération ne prétend pas être seule la force de transformation ni le noyau autour duquel elle se construira, pas un parti de plus mais une dynamique pour commencer à donner une matérialité à une formation d'un type nouveau ».

Depuis deux ans, la Fédération n'a pas cessé de s'investir pour la construction d'un rassemblement de la gauche d'alternative, associant à la fois les citoyens et toutes les forces qui le voudront, dans une dynamique de front large d'unité populaire et citoyen.

En effet, ouverte à l'implication directe du plus grand nombre, articulée aux mobilisations, l'unité de tout l'arc des forces de la gauche radicale, de transformation sociale et écologique, du NPA au

Front de gauche en passant par toutes les sensibilités et réseaux de la gauche de gauche et de l'écologie radicale, pourrait être un facteur décisif d'une dynamique populaire capable de bâtir des majorités d'idées, des majorités sociales et politiques.

Un enjeu cardinal est l'invention de nouvelles formes d'agréations politiques, qui permettent à la fois de faire vivre la diversité des composantes et d'assurer une cohérence d'ensemble, pour que des dynamiques citoyennes puissent marquer positivement et durablement le paysage politique.

Au cœur du projet fédératif, nous identifions plusieurs questions essentielles :

- la nécessité du dépassement de la césure entre mouvement (social) et politique institutionnelle ;
- le besoin de métissage de cultures politiques qui, jusqu'à présent, existent surtout en parallèle les unes des autres, comme c'est le cas pour l'essentiel de la culture de l'écologie radicale et de celle issue du communisme politique ;
- l'exigence du pluralisme qui sera au cœur d'une force politique de transformation sociale et écologique car il conditionne une participation large de citoyens, aujourd'hui en attente de cadres réellement ouverts et co-élaborés ;
- la lutte contre toutes les dominations et discriminations, au lieu d'une hiérarchisation des combats qui laisse sur le bord de la route ou qui cantonne dans le champ du « sociétal » tant d'acteurs-citoyens.

Nous ne prétendons pas avoir sur ces questions essentielles des réponses abouties. Nous sommes partis d'intuitions et d'analyses partielles, et nous cherchons les moyens de les confronter à la réalité, de les faire vivre par des formes de participation originale à la vie politique, dans une situation de crise de la démocratie et de crise sociale qui ne porte pas nécessairement les citoyens à investir ces questions.

Nous mesurons nos propres difficultés à passer de nos intuitions à de nouvelles propositions et initiatives politiques. Nous constatons le poids de la délégation de pouvoir, au cœur du système actuel. Le niveau d'intégration des forces sociales et politiques au système institutionnel, son manque d'autonomie, les habitudes de pensée brident les avancées autogestionnaires qui sont le plus souvent localisées, sans perspectives d'extension. Nous constatons aussi la difficulté à globaliser les luttes, au-delà de convergences ponctuelles, ainsi que les freins à situer l'action à la fois sur le temps court des urgences sociales et environnementales et sur le temps long de transformations profondes. Le passage du social au politique ne se fera ni à partir des partis institués seuls, ni à partir des forces sociales seules. Mille et une médiations de nouveaux types sont à construire en mettant en relation les mouvements et les nombreuses analyses critiques, en tirant profit des expériences locales pour irriguer des luttes plus larges.

Des axes de ruptures

Nous soumettons au débat public **des axes de ruptures démocratiques, sociales et écologiques**, pour le dépassement du capitalisme et une révolution démocratique.

• Changer les institutions, le rapport des politiques aux autres acteurs politiques

Nous affirmons la nécessité et l'actualité d'une révolution démocratique. Cette perspective donne un sens général à des actions particulières qui apparaissent bien loin des réformes institutionnelles. Elle porte de façon concrète des possibilités d'avancer vers une autre manière de faire de la politique. Bien des expériences et des pratiques développées dans les mouvements sociaux et citoyens contribuent à construire les bases d'une alternative en matière de démocratie.

Pour porter un sens clair et mobilisateur, cela implique une campagne d'explication en faveur de l'organisation de l'élection d'une Assemblée constituante. Cette Assemblée sera chargée de rédiger une nouvelle Constitution, qui sera soumise au suffrage universel.

Nos exigences constitutionnelles comportent la défense des libertés publiques et individuelles contre l'État sécuritaire, la lutte contre les discriminations et les inégalités telles qu'elles sont exprimées dans le Préambule des Constitutions de 1946 et 1958.

Nous voulons le droit de chacun et de chacune d'intervenir dans les décisions publiques mais aussi le plein développement du droit des salariés à intervenir dans toutes les décisions les concernant, dont l'organisation des tâches.

Changer la République suppose donc que, lors d'une campagne présidentielle et législative, il soit clairement défendu que l'Assemblée élue organisera rapidement l'élection d'une Constituante.

La discussion sur les principes et les exigences d'une telle constituante, dans sa dimension nationale comme européenne, doit commencer sans délai : il s'agit de faire discuter des objectifs qu'une volonté collective peut porter et ainsi combattre le fait trop établi du politique comme activité séparée. Nous devons engager la discussion, entre nous et avec toutes les forces et toute-s les citoyen-ne-s qui veulent y participer, sur les propositions constitutionnelles que nous devons porter dans ce débat.

- **Garantir les droits pour toutes et tous**

Pour garantir les droits humains dans une phase d'amples mobilités internationales, il faut établir de nouvelles règles claires quant aux rapports à la citoyenneté et à la nationalité : il faut en finir avec les situations et les accès inégalitaires en matière de droits politiques, entre les nationaux (« de souche » ou pas), les européens, les extra-communautaires. Tou-te-s doivent bénéficier de l'ensemble des droits sociaux et économiques. Pour affirmer un horizon commun et une volonté de vivre et construire ensemble, il faut reconnaître à tou-te-s les résident-e-s, sur simple demande, après un délai de résidence à fixer (entre 2 et 5 ans), l'ensemble des droits civiques (droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections : professionnelles, territoriales, nationales, européennes), par leur inscription sur les listes électorales.

Une discussion doit se poursuivre autour de deux propositions :

- a) Certain-e-s pensent que cette inscription sur les listes électorales et l'accès à l'ensemble des droits civiques s'accompagne sans autre formalité de l'accès à la nationalité française.
- b) D'autres pensent que la citoyenneté doit être dissociée de la nationalité, et la citoyenneté de résidence doit donner accès à tous les droits civiques indépendamment de la nationalité.

La croissance des inégalités, la soumission de plus en plus forte, voire douloureuse, du salarié à l'entreprise, les violences de la répression quotidienne de certaines populations (chômeurs face à Pôle Emploi, femmes face à l'emploi et à la rémunération, jeunes des quartiers face à la police mais plus largement face à leur exclusion et la discrimination, pauvres soumis à un régime de sous-droits, « fous » traités comme des dangers à enfermer, demandeurs d'asile, Roms, réfugiés et migrants traqués par la police et traités comme des boucs-émissaires...) rendent à la question des droits une acuité et une urgence particulière.

Il est plus que temps de réaffirmer le principe d'égalité devant les droits et d'élaborer des propositions d'action politique à partir des exigences des divers mouvements sur ce terrain. La convergence de ces divers mouvements ne va pas de soi : au contraire, elle doit faire l'objet d'une mise en commun, supposant une volonté de sortir du chacun pour soi. Intervenir sur ce terrain des droits, c'est défendre une certaine conception de l'humanité nécessaire à tout projet de transformation mais c'est aussi mettre en œuvre des mesures pratiques d'accès aux droits.

C'est aussi développer les exigences du féminisme. L'exigence de droits égaux dans le travail et de diminution du temps contraint dans l'existence doit s'articuler avec des remises en cause profondes des rapports de domination. Ceci passe, entre autres, par un réel partage des tâches dans la sphère domestique, l'égalité dans l'ensemble des sphères publiques et politiques (le remplacement partout des élections uninominales par des scrutins de liste paritaires est aussi un instrument pour cela). Ces exigences doivent être mises en œuvre dans nos outils et espaces politiques. Il faut également développer et transformer les équipements collectifs. Il est temps de réaffirmer, dans toutes les composantes de gauche, un horizon, des exigences et des pratiques féministes.

Il faut aussi se mobiliser, avec les précaires, face aux politiques de stigmatisation et de contrôle.

Pour tou-te-s, le droit à un emploi, à un revenu et au temps libre, la diminution du temps de travail, l'éradication des situations de misère, de précarité et de chômage, sont parmi nos priorités. Il s'agit de permettre une vie plus riche et plus intéressante pour chacun-e. Cela suppose de fixer un niveau de revenu garanti (relèvement du SMIC et de tous les minima sociaux).

Cela s'inscrit dans le projet de garantir à chacun-e un revenu socialisé, de la fin de l'âge de la scolarité obligatoire jusqu'à la mort. Alors que les politiques « managériales » tentent d'exploiter les compétences acquises « hors travail », le capital refuse de reconnaître toute activité sociale hors de l'entreprise. Il faut trouver de nouveaux critères de rémunération et mettre fin à la précarité.

L'heure est à créer un rapport de force en faveur des projets de « *nouveau statut du salarié* » ou de « *sécurité sociale professionnelle* » pour toutes et tous, formulés par des syndicats, en garantissant à tou-te-s la continuité de l'ensemble des droits (revenu, formation,...) quelle que soit la situation des salarié-e-s (en formation, en activité, à la retraite, en congés maladie, privé-e-s d'emploi, en congés maternité, parental, en disponibilité pour mandats politiques, etc.).

Ces propositions font partie du débat nécessaire sur ces questions.

Le lien entre travail, activité, emploi et revenu doit faire l'objet d'une discussion, en relation avec les différents espaces associatifs, syndicaux, etc., où ces questions sont débattues, y compris au niveau européen.

Nous visons l'abolition du salariat et du lien de subordination qu'il implique.

Dans l'immédiat, il est indispensable de lutter pour l'extension des droits sociaux (à la santé, au logement, au transport, à l'eau, à l'énergie, etc.).

Il faut développer, de nouveau, le droit d'accès aux soins et à la sécurité sociale pour toutes et tous. Ce cadre de solidarité forte est attaqué par les libéraux - qui veulent développer la concurrence de tous contre tous - et les assurances privées. Un projet alternatif peut être ainsi porté par une dynamique associant malades et usagers, associations d'handicapés, professionnels et syndicats.

Il faut mettre fin à une politique de destruction du service public de l'Éducation nationale, redéfinir son rôle pour l'émancipation, à travers l'accès aux connaissances des développements scientifiques et techniques, et l'accès de tou-te-s à la culture.

Il est enfin prioritaire de développer une politique de lutte contre toutes les discriminations dans tous les domaines : emploi, éducation, formation...

- **Socialiser les moyens de production... et d'échange, décider démocratiquement quoi et comment produire**

Voilà une abstraction devenue d'une actualité pressante. Devant ce qui se passe sur le terrain financier, les dettes des États, une exigence se fait jour de plus en plus largement : pourquoi ne fait-on rien contre ces profiteurs ? Il n'y aura pas de véritable alternative sans dynamique de sortie du capitalisme, ce qui suppose d'avoir pour projet d'en finir avec la propriété privée des principaux moyens de production et d'échange, d'abolir la propriété lucrative.

C'est d'ailleurs ce qui s'exprime dans bien des luttes, dans certaines entreprises mais aussi sur la question des biens communs, sur le service public avec la dynamique engagée par les états généraux.

Changer le travail pose la question de savoir qui décide et en fonction de quels critères : c'est bel et bien la question de la propriété et du pouvoir dans les entreprises qui se trouve posée.

Nous considérons comme légitimes toutes les exigences qui renforcent et développent le pouvoir de décision et de contrôle des salarié-e-s et de leurs représentant-e-s dans les entreprises : renforcement des prérogatives des représentant-e-s du personnel, droit de veto des salarié-e-s et/ou de leur représentant-e-s sur les licenciements et les « plans sociaux », ouverture des livres de compte et accès à l'ensemble des informations nécessaires... Ces exigences sont inséparables de l'affirmation du droit des citoyen-ne-s et des élu-e-s à prendre part aux processus de décisions sur la production et ses finalités.

Mais il faut affirmer avec force qu'il ne pourra jamais y avoir de véritable démocratie dans une entreprise capitaliste. Notre projet est la construction d'une société où les échanges comme la production des biens et des services sont essentiellement assurés par des services publics (territoriaux, nationaux, européens et internationaux), des entreprises publiques, des coopératives autogérées et toute autre forme d'appropriation sociale de la production.

La distribution des différents types de structures, la place et le rôle des salarié-e-s et de leurs représentant-e-s d'une part, des citoyen-ne-s, du suffrage universel et des élu-e-s d'autre part, des usager-e-s/consommateurs-trices et de leur représentant-e-s enfin, doit faire l'objet d'une discussion différenciée en fonction des productions et des niveaux considérés.

Même si des expériences trop isolées se heurtent à des obstacles majeurs dans un environnement dominé par les logiques capitalistes et la loi de la valeur, tout ce qui renforce et crédibilise ce projet est à promouvoir.

La défense des services publics, les mobilisations pour leur développement et pour la création de nouveaux services publics, la défense des monopoles publics et la lutte contre les mises en concurrence et les privatisations s'inscrivent ainsi dans un double objectif : la défense des services publics comme instruments d'égalité, et la promotion d'entreprises et de services qui, avec bien des imperfections structurelles, représentent des modèles de production alternatifs au modèle de l'entreprise capitaliste et de l'artisanat.

Le changement de la propriété est une condition nécessaire mais non suffisante d'une véritable appropriation sociale. Les services publics actuels et les entreprises « nationalisées » sont loin de représenter des modèles de gestion démocratique, tant les salarié-e-s et les citoyen-ne-s sont tenu-e-s à l'écart des décisions concernant les réponses à apporter aux besoins sociaux, les finalités de la production et l'organisation du travail. Il faut bien constater aussi que nombre d'entreprises coopératives existantes ne représentent pas davantage des modèles alternatifs désirables, tant les logiques de domination hiérarchique y sont reproduites. Il faut également

penser et promouvoir la démocratisation des processus de décision dans les services publics, dans les entreprises publiques et dans les coopératives. En rester à la seule question de la propriété, absolument incontournable, sans promouvoir des processus démocratiques de décision, conduirait à reproduire des impasses étatiques et les logiques de domination et de « caporalisation », en contradiction avec la visée d'une révolution démocratique.

Il faut mettre à l'ordre du jour la réappropriation sociale et collective de tous les services publics qui ont été ouverts à la concurrence ou privatisés : énergie, communication, transports, logement, eau, etc. La constitution d'un service public du médicament est devenue d'une actualité brûlante.

Tout ceci nous impose de faire des propositions de transition sur un autre partage des richesses, en particulier au moyen de la fiscalité : c'est un domaine que la crise ouvre à nouveau avec force y compris à droite, au centre et chez les sociaux-libéraux.

La disparition des paradis fiscaux est une question de volonté politique, qui ne comporte pas de difficultés économiques majeures. Un État peut décider de ne plus reconnaître la validité des richesses (biens, titres divers, obligations, actions...) qui ne quitteraient pas les banques de blanchiment avant une date clairement fixée. Cette décision pourrait avoir un effet d'entraînement dans d'autres pays. Le refus de le faire au nom des « complications économiques » traduit la complicité, le refus de rupture avec le système de dérégulation libérale, et trop souvent la collusion avec les mafias de la drogue et des armements.

Confisquer les banques d'affaires, nationaliser les banques sans indemnités ni rachat, les placer sous contrôle public pour que les priorités soient discutées démocratiquement ; constituer ainsi un pôle financier public européen, fermer la Bourse pour réorienter l'usage des richesses ; ces moyens, cette richesse dilapidée dans les spéculations financières et le gaspillage peuvent et doivent être autant de sources de financement pour une réorientation des productions et des changements de méthodes de travail dans les entreprises.

- ***Et développer ce qui est utile socialement et pour l'environnement***

La recherche du taux de profit immédiat détourne les richesses sociales de façon plus caricaturale qu'à l'accoutumée.

Le plus grand nombre des salariés, à notre époque plus qu'auparavant, est capable d'organiser collectivement les politiques d'équipements en matière d'économie d'énergie, de production, de moyens, de techniques.

Le nombre de projets et de possibilités, par exemple dans les batailles actuelles concernant l'avenir des collectivités territoriales, est immense. Les faire connaître et les populariser en lien avec les luttes des entreprises devrait être un des éléments forts de la gauche d'alternative, en lien avec l'urgence climatique et la nécessité de conduire une reconversion et une relocalisation de l'économie. Ceci implique de lutter contre la marchandisation, de réhabiliter les besoins sociaux, de privilégier l'usage pour les personnes sur l'échange marchand, de changer le rapport à la nature pour sauvegarder l'humanité, de créer ainsi, enfin, les moyens d'un autre type de production : des entreprises sont à reconvertir, maintenir, créer, développer en fonction des exigences sociales et écologiques.

Cette réflexion doit ainsi prioritairement prendre en compte la modification globale de la production, s'appuyant sur la nécessaire remise en cause du dogme de la croissance nécessairement positive comme modèle de développement.

Il s'agit aussi de changer les relations avec la nature : la biodiversité et les ressources indispensables à la vie doivent être des biens communs inaltérables de l'humanité, indissociables de tout nouveau projet de dépassement du capitalisme, système économique et social à l'origine du désastre écologique. Notre combat écologique doit mettre en avant la nécessité de lier les luttes sociales et environnementales en travaillant à la reconversion de l'économie et de la production industrielle et agricole, pour des alternatives au nucléaire, contre les cultures OGM de plein champ et pour le soutien à l'agriculture paysanne, pour la préservation des terres fertiles et la souveraineté alimentaire mondiale.

La catastrophe nucléaire de Fukushima montre que la préoccupation écologique est inséparable des choix de société. La reconversion du nucléaire ne peut que reposer sur une socialisation des secteurs de l'énergie, bien commun. Nous sommes conscients que le choix, en France, du tout nucléaire, qui a été pris à la sortie de la dernière guerre mondiale, rend impossible d'arrêter le nucléaire du jour au lendemain, d'où l'importance d'un débat public spécifique et approfondi, pour que le peuple décide. La FASE participe aux campagnes pour un débat public et un contrôle démocratique sur les choix énergétiques. Ce débat devra être prolongé sans aucun doute au niveau européen. Ce que le débat doit aborder, ce sont les conditions d'une transition répondant aux défis énergétiques, climatiques et sociétaux.

Nous devons poursuivre les discussions sur les conditions de la sortie du nucléaire et sur les alternatives énergétiques.

Il y a cependant des mesures d'urgence à prendre :

- prévenir les risques immédiats par les fermetures des centrales les plus anciennes et de celles où les risques sont accrus, en particulier celles qui sont exposées aux risques sismiques,
- assurer la transparence de l'information,
- socialiser complètement le secteur de l'énergie,
- stopper immédiatement toute sous-traitance privée dans nos centrales,
- arrêter les constructions prévues, pour mettre l'argent dans la sécurisation de l'existant, et stopper toute vente de centrales à l'étranger,
- développer la recherche et les métiers dans la déconstruction nucléaire, l'assainissement des sites et l'élimination des déchets,
- accélérer la mise en œuvre d'énergies renouvelables et des économies d'énergies.

• Paix et coopération internationale

Il nous faut développer une conception de la coopération entre peuples contre « *le conflit des civilisations* », le néocolonialisme et les formes d'impérialisme. Nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Dans ce cadre, il faut mener campagne pour l'annulation de toutes les dettes « odieuses ». Une discussion doit se poursuivre en vue d'une expression de la FASE sur la question de la responsabilité des pays colonisateurs dans la situation des anciens pays colonisés et ce que cette responsabilité implique aujourd'hui.

Si les révolutions en Tunisie, en Égypte et ailleurs dans le monde arabe mettent à mal l'idée raciste de « *choc des civilisations* » et son utilisation par les USA, il est fondamental de ne pas abandonner le terrain de la lutte contre la xénophobie ou le racisme qui émerge aujourd'hui avec le thème de l'invasion migratoire. Ceci vient renforcer la nécessité d'une redéfinition des droits pour les travailleurs migrants. Mais ceci renforce aussi l'urgence du refus des politiques de guerre et la nécessité d'approfondir au plus vite l'idée même de coopération. Il est opportun de faire rentrer tous ces thèmes dans le débat public.

La lutte contre toutes les exclusions et stigmatisations de l'étranger, contre les discriminations et les atteintes à la dignité des migrants doit ainsi être une préoccupation fondamentale. À l'image du rôle que joue la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme pour les droits humains, la Charte Mondiale des Migrants proclamée à Gorée en février 2011 doit servir de référence dans le mouvement pour l'émancipation inscrit dans une perspective altermondialiste. Il faut œuvrer à une transformation des représentations : les migrations et les migrants ne doivent plus être perçus comme des menaces, mais comme des vecteurs de progrès de la pensée humaine et d'enrichissement des cultures et des êtres humains. Nous militons pour l'intégration sans détour ni exclusive des étrangers et migrants, quels que soient leurs statuts. Ils doivent être des citoyens à part entière et émancipés dans la construction des projets de société où ils sont de fait inclus. Inclure les migrants dans le processus démocratique est la condition pour que tous les êtres humains puissent participer partout à la transformation de l'ordre du monde. Ce peut être un vecteur de paix et de coopération internationale réalisée localement, décentralisée, et concrètement mise en œuvre par et avec les personnes intéressées.

Nous proposons que soient inscrits dans la Constitution les principes de refus de la guerre et de désarmement, le principe de coopération internationale.

L'ONU doit être réformée pour mieux prendre en compte le bien commun des peuples et s'affranchir de sa dépendance aux grandes puissances militaires.

La FASE fait du désarmement nucléaire sa première priorité en matière de désarmement. Elle condamne les entorses au traité de non prolifération pratiquées par notre pays (modernisation de son arsenal nucléaire, vente tous azimuts de technologies nucléaires civiles pouvant être détournées à des fins militaires). Elle milite pour que notre pays prenne l'initiative de nouvelles mesures de désarmement nucléaire pour relancer le processus de désarmement nucléaire mondial.

Concernant le Proche-Orient, la FASE agira pour la fin de l'occupation et de la colonisation, pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, pour l'édification d'un État palestinien indépendant, à côté d'un l'État d'Israël démocratisé, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Afin d'aboutir à une paix juste, durable et à la garantie de la sécurité pour tous, la FASE se mobilisera pour que la France prenne les initiatives nécessaires pour la convocation d'une Conférence internationale sous l'égide de l'ONU, pour l'application de l'ensemble des résolutions des Nations Unies, y compris celles concernant la question des réfugiés et de leur droit au retour.

Ces axes de rupture peuvent être défendus en commun avec la gauche de transformation sociale et écologique présente dans de nombreux pays d'Europe.

La construction d'une gauche d'alternative en Europe

Pendant que le capital s'organise au niveau européen et même mondial, les forces alternatives ne peuvent demeurer enfermées dans le seul cadre national.

La Fédération a engagé un processus d'adhésion au Parti de la gauche européenne (PGE), dont sont déjà parties prenantes le PCF, le PG et Gauche unitaire. Cette adhésion concrétise notre volonté de contribuer à l'émergence d'une alternative politique en Europe, à partir de la convergence des mouvements, des forces et des citoyens, avec notre participation aux forums sociaux, aux cadres unitaires européens de mobilisation.

Les crises actuelles renforcent encore la nécessité d'articuler politiquement ce que nous pouvons faire nationalement, confrontés à la nouvelle donne européenne et mondiale. Depuis des décennies, le capitalisme néolibéral a construit son Europe à l'insu et souvent contre les peuples. Le projet de TCE, aujourd'hui Traité de Lisbonne, consacrait la victoire de la loi invisible des marchés concentrant les richesses dans les mains du capital, privatisant les services publics, appauvrissant les peuples. Cela conduisit aux crises systémiques que nous connaissons. Pour en sortir, le capitalisme européen ne voit d'autre issue que le renforcement jusqu'à l'extrême des mêmes logiques infernales : une véritable « stratégie du choc ». Le « Fonds européen de stabilité financière », le « Pacte de compétitivité », le « semestre européen », la « gouvernance économique » sont les nouveaux instruments pour faire payer au prix fort les effets des crises aux peuples européens.

Pour faire face à une telle offensive, il est urgent de coordonner au niveau *ad hoc* toutes les forces des mouvements sociaux et politiques qui, non seulement résistent, mais proposent des alternatives pour une autre Europe, pour un autre monde. Cette tâche incontournable est d'autant plus difficile qu'il y a longtemps que les partis sociaux-démocrates ne la croient plus possible. Par ailleurs, même si dans certains pays, on assiste à des regroupements, les forces radicales sont divisées et pèsent peu globalement. Devant l'absence de perspectives à gauche, celles et ceux qui subissent le plus les conséquences des crises laissent faire ou trouvent refuge du côté des droites dures et populistes.

Il y a donc urgence à coordonner les résistances mais aussi à permettre l'émergence d'une alternative politique en Europe. Nous ne pouvons en rester aux pétitions de principe. Malgré les difficultés rencontrées, notamment au sein du Forum social européen, on assiste aujourd'hui à des convergences européennes des mouvements sociaux, voire à une radicalisation des forces syndicales : la conscience se développe qu'aucun peuple ne s'en sortira tout seul dans le cadre de ses frontières. Pour desserrer l'étau des politiques d'austérité et pour briser le carcan du capitalisme néolibéral, il faudra bien se doter des outils politiques adéquats, sur la base de ruptures sociales, économiques et institutionnelles.

Nous ne partons pas de rien. Depuis la fameuse nuit du 5 mai 2010 en Grèce, les grèves générales et mobilisations se succèdent dans la plupart des pays d'Europe. Nombre de rencontres européennes permettent aujourd'hui de progresser dans l'élaboration de revendications communes (salaire minimum, revenu minimum, services publics, retraites, temps de travail) et la coordination des luttes. La résignation n'est plus de mise et le souffle des mobilisations dans le Maghreb et le Machrek commence à se faire sentir en Europe comme on vient de le voir lors de la dernière manifestation contre la précarité du 12 mars 2011 à Lisbonne. Les initiatives européennes dont nous sommes partie prenante contre la dette, l'austérité, le G8, le G20 se multiplient et doivent converger.

Pour permettre l'expression d'une émergence démocratique européenne nous continuons à œuvrer inlassablement au regroupement des forces sociales et politiques autour d'objectifs concrets pour une Europe, solidaire et écologique : audits des dettes, contrôle de la BCE, contrôle et taxation des opérations financières, harmonisation des fiscalités, priorité aux services publics et biens communs, création massive d'emplois dans le cadre d'une croissance durable, développement des énergies alternatives, etc. Cela passe, entre-autres, par notre participation active à des lieux de regroupements politiques comme le PGE et à ses campagnes, en lien avec des élu(e)s au Parlement européen, ce qui ne nous empêche pas d'avoir aussi des coopérations avec d'autres regroupements qui n'ont pas la même surface européenne, comme la GACE (Gauche anti-capitaliste européenne). Cela passe dans le même temps par une participation active aux Forums sociaux, mondiaux, continentaux et européens, pour remettre en cause les rapports nord-sud, notamment dans l'ensemble du pourtour de la Méditerranée.

Nous poursuivrons, dans la prochaine période, le travail engagé avec des partenaires de pays de l'Union et nous prendrons part aux initiatives développées par le PGE et ses composantes.

La période 2011 - 2012

Les élections jalonnent la vie politique (régionales en 2010, cantonales en 2011, présidentielles puis législatives en 2012). Elles sont des moments importants de cristallisation des rapports de force. Sachons cependant relativiser la place de ces échéances dans notre activité.

Même si elle joue un rôle particulièrement structurant dans la vie politique actuelle, l'élection présidentielle est le summum d'une conception délégataire de la politique.

Quelle que soit la décision que nous prendrons pour les campagnes 2012, nous ne perdons pas de vue que notre projet est de contribuer à fédérer toutes les énergies de la gauche de transformation sociale et écologique, et de faire de la politique le bien commun de toutes et tous.

Nous agissons pour que 2012 ne soit pas une nouvelle période de déchirement entre les acteurs de la gauche d'alternative, comme en 2007.

Nous agissons pour que la période 2011-2012 soit marquée par les plus grandes mobilisations possibles. Cela changerait les conditions de la période électorale. Cela serait une chance pour l'appropriation des enjeux, et l'implication de toutes et tous dans la définition d'un projet alternatif.

Les premiers éléments de notre approche de la période actuelle ont été posés dans le texte de la coordination générale de juin 2010¹ :

« Au total, nous souhaitons que la multiplicité des chemins qui mènent à l'engagement transformateur finisse par converger en une force capable de s'imposer. Pour nous, cette mise en cohérence ne suppose pas l'uniformité de ces voies ou des approches, bien au contraire. La multiplicité qui est dans la vie doit pouvoir, telle qu'elle est, devenir force formatrice. Nous ne proposons pas cette voie de l'auto-organisation et du dépassement des légitimités de la gauche de gouvernement autour d'un creuset qui serait, globalement, les forces de la Fédération, même amplement développée. Nous savons qu'il faut, en même temps, consolider la perspective d'un rassemblement de toutes sortes de réseaux associatifs, de forces militantes syndicales, de courant ou organisations politiques et de mobilisations citoyennes. C'est l'ensemble de ces forces qu'il s'agit de "fédérer", quel que soit le cadre de cette fédération.

(...) Pour l'heure, l'enjeu de la prochaine élection présidentielle, c'est l'affirmation la plus forte possible de la gauche de gauche. Il s'agit d'atteindre un niveau de présence qui nous permette d'infléchir le débat public et de réduire la tentation d'un suivisme vis à vis du PS. Mais aussi créer le rapport de forces pour dégager des majorités d'idées sur certaines exigences, voire des alliances sur certains objectifs, dans un lien étroit entre mobilisations et élections.

(...) Nous privilégions l'accord sur quelques axes de campagnes. Les forces qui agissent et agiront ainsi ensemble auront aussi la nécessité de trouver une procédure de désignation d'un candidat commun. Mais cela doit rester ouvert sur la base d'un engagement : celle ou celui qui sera choisi pour la présidentielle le sera sur la base d'un engagement des forces d'agir et de faire campagne ensemble.

Dès lors, pour porter avec d'autres les propositions politiques communes, il est souhaitable qu'un accord se dégage sur un nom dont toutes les forces concernées reconnaîtraient qu'il fait suffisamment l'unanimité. Mais, au lieu de se diviser comme en 2006, il vaudrait mieux avoir recours à des solutions qui avaient été proposées mais écartées à tort : un tirage au sort entre les divers-e-s candidat-e-s possibles, avec une campagne menée en commun, vaut mieux que la division !

¹ Les textes adoptés sont ici : http://lafederation.org/index.php?option=com_content&view=article&id=887:ag-des-5-et-6-juin-2010-textes-adoptes&catid=157:ag-juin-2010&Itemid=48

Nous ne voulons pas que celles et ceux qui construisent dans les mobilisations des résistances et des alternatives soient mises devant un choix impossible entre de multiples candidatures de la gauche d'alternative en concurrence les unes avec les autres.

C'est pourquoi, à chaque échéance électorale, nous proposons de construire le rassemblement le plus large de la gauche de transformation sociale et écologique sur un programme de rupture. (...) A défaut de l'unité la plus large, nous essayons de construire le rassemblement partiel le plus large possible correspondant à nos orientations. (...)

En l'absence de l'unité la plus large de la gauche de transformation, la participation de la FASE à des regroupements partiels, aussi bien au moment des échéances électorales qu'en termes de construction politique durable, devra être appréciée en fonction de ce qu'elle peut permettre de faire progresser sur nos objectifs essentiels, en termes de participation citoyenne, de rassemblement large, de rupture et de construction d'une véritable alternative, de remise en cause de la dissociation entre le social et l'écologie et de la coupure entre l'institution et les mobilisations.

(...) L'exigence de rupture exclut que nous participions à une majorité commune dans une optique de gestion prétendument sociale et-ou écologique du capitalisme, (...) ce qui exclut de participer à des exécutifs dont les politiques seraient dominées par le social-libéralisme ».

Nous avons participé à la mobilisation contre la réforme des retraites en essayant de poser, de l'intérieur du mouvement, la question de l'alternative politique, de la dynamique politique à créer pour, au-delà des résistances à Sarkozy, construire un projet commun et fédérer toutes les forces, politiques et sociales, citoyennes, qui pourraient y contribuer.

Nous avons essayé de populariser la nécessité de généraliser la grève et d'aller vers un blocage de l'économie, parce que c'était le seul moyen pour que cette lutte soit victorieuse et parce qu'une grève générale est un acte politique majeur, qui met en évidence le pouvoir des travailleurs/ses et met à nu l'affrontement entre les classes.

Nous avons porté l'exigence d'un référendum sur la réforme des retraites, à laquelle nous avons donné le sens d'une bataille pour que le peuple décide, concernant une réforme touchant à des enjeux majeurs de société.

Le soutien de la grande majorité de la population aurait pour le moins justifié l'exigence de retrait du projet de loi sur les retraites. Alors que la crise politique était manifeste, les principales directions politiques et syndicales n'ont pas voulu proposer la construction d'un affrontement majeur avec le pouvoir.

Notre présence dans ce mouvement nous a cependant permis de mesurer la situation paradoxale de la gauche en France aujourd'hui : d'un côté la vitalité de la critique du système politique et économique, de l'autre l'absence de projet mobilisateur pour une alternative de rupture.

C'est à la lumière de ces éléments d'appréciation que nous concevons nos rapports avec le Front de gauche, auquel nous nous sommes adressés récemment en ces termes :

« Nous pensons que le rassemblement nécessaire ne doit pas être seulement un cartel électoral, ni seulement un regroupement de partis. Nous pensons qu'il doit tisser des liens avec les mouvements et les forces sociales. Et nous pensons qu'il doit s'ouvrir à la participation directe des citoyen-ne-s.

Nous constatons que ces questions sont débattues au sein de vos organisations.

Il faut avancer, en sachant que nous n'allons pas cesser d'être nous-mêmes et que nous ne voulons en rien imposer ce que nous estimons juste. Nous savons tous que l'action commune sur des exigences essentielles peut parfaitement s'accompagner de débats sur les différences et les divergences.

Nous avons déjà dit oui à la participation aux espaces créés par le Front de gauche pour élaborer les contenus d'un programme partagé.

Nous pensons que les trois organisations du Front de gauche peuvent partager avec nous un objectif de construction politique qui puisse rassembler et peser ensemble au sein des mouvements et lors des échéances électorales jusqu'à celles de 2012.

C'est pourquoi dans l'immédiat, nous pensons possible et nous proposons :

- de mettre en place un cadre national de travail en commun, ouvert à toutes les forces qui le souhaiteraient,

- de créer les conditions pour que se développent des comités locaux ouverts aux individus et à toutes les forces de la gauche de transformation.

La question est aujourd'hui simple. Il faut faire un pas en avant. Nous sommes prêts à participer à une telle construction politique. Il appartient au Front de gauche de dire s'il y est prêt lui aussi. Et nous vous proposons d'envisager ensemble comment. »

Lors des rencontres successives avec le Parti de gauche, la Gauche unitaire et le Parti communiste, nous avons constaté de nombreuses convergences tant sur l'analyse générale de la situation politique que sur l'affirmation de la volonté d'une convergence large pour une alternative sociale et écologique.

Nous avons participé depuis à des réunions sur les thématiques du programme partagé et nous participons aux échanges sur les textes synthétiques élaborés par les composantes du Front de gauche. Et nous posons la question d'un élargissement de ce travail aux citoyens, question qui vient d'ailleurs de faire l'objet d'un appel « *Pour une dynamique populaire du Front de gauche : engageons nos énergies citoyennes* » associant des militants issus de forces politiques et de forces sociales (syndicalistes en particulier)².

Nous nous sommes aussi adressés au Nouveau parti anticapitaliste en ces termes :

« Nous avons lu les textes préparatoires à votre congrès et nous suivons attentivement vos débats. Au-delà de multiples analyses que pour beaucoup d'entre elles nous partageons, le texte mis en discussion indique que le processus de travail sur un 'programme partagé' « ne permet pas une alliance électorale nationale avec le NPA » car il s'inscrirait dans une « logique de dépendance à l'égard du PS ». Est évoquée l'élaboration d'un « bon programme commun gouvernemental de toute la gauche ».

A notre sens, dans la continuité de la logique qui a été la vôtre pendant les élections régionales, il y a là une forme de déni que le Front de gauche s'est installé dans le paysage politique contre la tentation d'une union de premier tour entre ses forces et le parti socialiste. Cela ne règle certes pas toutes les questions stratégiques avec ses composantes, mais pourquoi ne pas en prendre acte ? Si une telle option stratégique était confirmée par votre congrès, il nous semble que ce serait au détriment d'une dynamique anticapitaliste large, ouverte, pluraliste et unitaire, et loin du projet initial que vous avez porté lors de la création du Nouveau parti anticapitaliste. »

Malgré le résultat du congrès de février, nous considérons toujours que le NPA a toute sa place dans une convergence de la gauche d'alternative.

La nécessité d'un large rassemblement de la gauche d'alternative ne fait pas de doute. Nous avons toujours affirmé notre volonté du rassemblement le plus large, ou à défaut le rassemblement partiel le plus large possible de la gauche de transformation. Nous regrettons le refus majoritaire du NPA, exprimé lors de son Congrès des 12 et 13 février 2011, de construire ce rassemblement. Nous cherchons à examiner avec le Front de gauche et ses organisations comment avancer dans cette construction, avec d'autres forces disponibles pour cela, en espérant que le NPA ne restera pas en dehors d'une dynamique de large rassemblement pluraliste.

² Lire sur le site http://lafederation.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1556:appel-pour-une-dynamique-populaire-du-front-de-gauche-engageons-nos-energies-citoyennes&catid=162:petitions&Itemid=164.

Le Front de Gauche a adopté le 31 mars 2011 un texte « stratégique » qui, avec ses deux annexes à venir (les principales mesures du programme populaire et partagé et un accord cadre pour les législatives) constituera le « *texte d'accord du Front de Gauche pour les présidentielles et les législatives* ». Ce texte propose d'ouvrir le Front de Gauche aux citoyen-ne-s et forces politiques qui en partageraient les propositions.

Pour sa part, le CPN du NPA a adopté les 26 et 27 mars une motion « *pour un rassemblement anticapitaliste et les échéances électorales* ».

D'ores et déjà, la publication de ces textes est une occasion de prendre des initiatives localement.

Ils feront l'objet d'une mise en discussion dans les collectifs et composantes de la FASE, un large débat démocratique devant avoir lieu sur la manière de les apprécier et d'y répondre. La prochaine réunion du Collectif d'Animation National (CAN) de la FASE sera chargée de synthétiser les réactions et les propositions, et d'organiser, sous la forme d'une assemblée générale décentralisée telle qu'elle est prévue dans la Charte de fonctionnement, une consultation démocratique de tou-te-s les membres et collectifs de la FASE. Le CAN devra formuler une ou des propositions précises aux collectifs, composantes et membres de la FASE. Il se réunira rapidement après l'AG décentralisée pour en analyser les résultats et mettre en œuvre les orientations qui en découleront.

Nous réaffirmons dès à présent notre volonté de créer un cadre commun avec les organisations du Front de gauche, et d'autres composantes qui le voudront, un cadre que nous souhaitons national et ouvert à toutes les composantes qui en partagent les fondamentaux et qui souhaitent en faire partie, ouvert aux citoyen-ne-s qui ne sont rattaché-e-s à aucune des composantes organisées, inscrit dans une dynamique unitaire et populaire, ce qui suppose de créer les conditions de la mise en place et du développement de collectifs locaux ouverts aux individus et à toutes les forces de la gauche de transformation.

En juin 2010, nous avons affirmé : « *la question du nom on le voit bien est incontournable car elle signifie un contour et un projet. La FASE propose par exemple « Front pour une alternative de gauche », qui garde une référence au « front de gauche » tout en induisant une rupture et en précisant le sens de ce que nous voulons comprendre ensemble* ». Pour certain-e-s, cette question reste d'actualité ; pour d'autres elle est aujourd'hui secondaire ou dépassée.

L'objectif affirmé de ce rassemblement devra être, pour nous, de réunir une majorité et de constituer un gouvernement de rupture avec les politiques libérales, le capitalisme et le productivisme, pour la transformation sociale et écologique de la société. Nous devons dans cette perspective nous adresser à toute la gauche et rechercher le plus large rassemblement. Nous ne serons jamais assez nombreux pour affronter le(s) pouvoir(s) de la classe dominante. Nous ferons tout pour battre la droite et l'extrême droite. Mais nous devons affirmer clairement que nous ne participerons en aucun cas à un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme, c'est-à-dire par l'orientation actuellement majoritaire au sein du Parti Socialiste.

Vers une force politique de transformation sociale et écologique de type nouveau

Deux années de vie et d'initiatives de la Fédération nous ont montré à la fois l'intérêt et la difficulté de faire converger des forces et des individus issus de réseaux et d'expériences différentes. La perspective de constituer à terme une force politique d'un nouveau type s'est heurtée aux difficultés liées aussi bien aux choix de chaque composante et aux motivations individuelles, qu'à l'action des autres acteurs de la gauche d'alternative, sans parler bien sûr de la

situation politique et sociale générale qui pèse aussi bien sur le quotidien que sur les perspectives et les projets.

La FASE avance peu à peu dans la structuration de ses activités, sous la forme de la création de collectifs locaux, qui développent de manière autonome une activité locale sur de multiples questions. Certains militants de l'écologie radicale (le courant Écologie solidaire) ont rejoint le Parti de gauche. Les Communistes unitaires se sont de plus en plus investis dans la Fédération, articulant leurs initiatives propres et leur intégration comme composante de la FASE. Certains membres des Alternatifs se sont investi-e-s dans la FASE, tandis que la majorité d'entre eux ne l'a pas souhaité.

La Fédération est aujourd'hui une forme hybride : ni celle d'un parti classique, ni celle d'un simple réseau de personnes et de collectifs. C'est sa force et sa faiblesse.

C'est sa force car son ambition est précisément de ne pas reproduire les fonctionnements des partis classiques. En particulier nous sommes dans la recherche d'autres centralités, d'autres manières de construire collectivement que la verticalité et le caractère généralement pyramidal de leur fonctionnement. C'est aussi sa faiblesse car elle ne dispose pas des procédures et des méthodes facilitant la prise d'initiative et la mobilisation des moyens nécessaires à son développement.

Un des enjeux, qui a donné lieu en juin 2010 à des avancées, est d'approfondir le travail sur l'identité originale du processus fédératif et dans le même temps de se structurer davantage, toujours dans la perspective de la création à terme d'une force politique beaucoup plus large, fédérant le plus grand nombre possible de courants de la gauche qui ne renonce pas à transformer la société. Nous savons que la création d'une telle force sera un processus long. Nous savons par exemple que le PG, qui assume le même objectif sous des formes plus « classiques », privilégie aujourd'hui la dynamique politique pour les scrutins électoraux de 2012 et son propre renforcement.

La question posée, dès lors, est celle de la possibilité que les forces et les militant-e-s de sensibilités et d'horizons divers qui ont en partage le projet du plus large rassemblement pour la transformation, de l'articulation du social et de l'écologique, de la remise en cause du hiatus entre mobilisations et institutions, se rapprochent dès aujourd'hui, fédèrent leurs énergies et leurs initiatives au lieu de multiplier les espaces distincts.

La discussion est engagée, notamment, avec les Alternatifs et les Communistes unitaires, mais aussi avec le courant Convergences et Alternative et le Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF). Des réunions se sont tenues sur ce sujet qui ont montré qu'une telle convergence est possible.

L'amorce de convergences entre Association des Communistes Unitaires (ACU), Alternatifs et FASE a été concrétisée par la co-organisation d'un débat sur le bilan et les perspectives du mouvement contre la réforme des retraites, le 14 décembre à Paris. Et en avril est prévue l'organisation d'une rencontre sur les reconversions industrielles.

Lors de leur coordination générale, les Alternatifs ont confirmé leur proposition d'aller vers une initiative qu'ils nomment la « *gauche alternative* »³ avec la tenue d'Assises, et une première initiative à la fin du premier semestre. Cette initiative s'adresserait « *aux courants et militantEs avec lesquels des convergences fortes existent déjà, l'Association des Communistes Unitaires, la FASE, le FSQP, les militantEs des courants unitaires du NPA, des mouvements libertaires, des écologistes radicaux et objecteurs de croissance, des autonomistes progressistes en régions,*

³ Résolution de la coordination générale des Alternatifs, <http://www.alternatifs.org/spip/des-assises-pour-une-gauche>

d'autres encore... ». Proposant de travailler sur le projet, sur la vision d'un bloc majoritaire pour préparer la rupture avec l'ordre capitaliste, sur la place de l'altermondialisme dans le projet de transformation et sur la vision du rassemblement de toute la gauche de transformation sociale et écologique, la motion précise qu'il est « *aussi indispensable de mettre sur la table toutes les questions et propositions en terme de modes d'organisation* ». Enfin, les Alternatifs « *ne préjugent pas de l'issue du processus d'Assises de la gauche alternative : construction d'un espace commun d'initiatives, bloc de courants et organisations, mouvement politique commun permettant le dépassement de toutes les forces engagées dans le processus. Mais ils jugent indispensable que la gauche alternative se mette en mouvement* ».

Pour notre part, nous pensons que la vocation d'une telle initiative devrait être *a minima* la coordination et la convergence des différentes composantes dans la prochaine période, tant dans la rue que sur les questions électorales. Mieux, cet espace transitoire pourrait être destiné à travailler ouvertement la question de la création d'une force politique de transformation sociale et écologique, dépassant les organisations existantes, après l'été 2012 (Quel projet politique d'une telle force ? Quelle identité ? Quelle organisation et quel fonctionnement ?...). La nature du projet envisagé détermine bien sûr aussi bien la démarche, ses étapes que les modes d'organisation. Certain-e-s considèrent qu'il y a matière à débat sur la consistance, la réalité et l'homogénéité de ce que les alternatifs appellent gauche alternative.

Nous sommes, quoi qu'il en soit, favorables à la création de tout espace de discussion permettant d'avancer vers le rassemblement de ces diverses sensibilités, courants et organisations ou de clarifier les obstacles à ce rapprochement.

Dans l'immédiat, et sans opposer les deux, même si cela s'en distingue, nous sommes également favorables à la création d'un comité de liaison entre ceux de ces courants et organisations qui ont des objectifs communs pour la période à venir et des choix partagés pour la séquence électorale de 2012.

Nos orientations stratégiques pour la prochaine période

Depuis sa création, la FASE se bat pour l'unité de la gauche de gauche. Pour l'unité de cette gauche qui a dit Non au TCE en 2005, qui s'oppose sur tous les terrains aux politiques libérales et qui cherche à construire une alternative sociale, écologique et démocratique à l'ordre existant.

Cette unité est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. Avec la crise économique et financière de 2008, une nouvelle période de confrontations politiques et sociales majeures s'est ouverte dans le monde entier. Dans leur quête effrénée de profits, les oligarchies capitalistes et les institutions à leur service sont engagées partout dans des offensives de plus en plus brutales contre les travailleurs. Les inégalités, le chômage et la précarité s'accroissent. La misère s'étend et s'installe au cœur même des pays les plus riches : en France même, 10 millions de personnes vivent aujourd'hui en-dessous du seuil de pauvreté. Droites et extrême-droites convergent dans la surenchère sécuritaire, xénophobe et anti-immigré-e-s. Dans le même temps, les déséquilibres écologiques, la pollution de l'air, des eaux et des sols continuent à s'aggraver, touchant en premier lieu les plus pauvres, mais menaçant à terme la survie de l'humanité toute entière.

Nous confirmons nos objectifs généraux : d'une part nous souhaitons la création d'une force politique de transformation sociale et écologique rassemblant tous les courants de la gauche d'alternative ; d'autre part, nous souhaitons que convergent, dans les luttes et dans les urnes, tous ceux qui veulent une alternative digne de ce nom.

Nous ne confondons pas ces objectifs.

Nous nous attacherons dans la prochaine période à reprendre l'initiative concernant les enjeux de recomposition du rapport entre les mouvements dits sociaux et la politique institutionnelle. Il s'agit là selon nous d'un enjeu cardinal pour changer les conditions politiques et réussir une percée de l'exigence d'une véritable alternative politique. Il faut redonner du sens à la participation populaire à la vie politique, relever le défi de l'appropriation de la politique par le plus grand nombre pour des transformations révolutionnaires. Nous porterons, de l'intérieur des luttes de résistance, la question de l'alternative politique et du projet.

C'est à partir de ces fondamentaux que nous voulons être acteurs des prochaines échéances électorales et que nous voulons contribuer à forger l'identité d'une campagne unitaire de la gauche de transformation sociale et écologique, indépendante du social-libéralisme. C'est ainsi que nous créerons les conditions d'une majorité de rupture face à la droite et au système capitaliste. Nous ne participerons ni à une majorité, ni à un gouvernement dominé par le social-libéralisme.

Nous voulons un accord politique permettant d'identifier du commun en même temps que nous continuerons bien sûr à défendre, comme chaque force dans le rassemblement, et comme les individus qui y contribueront, nos options, nos positions et nos propositions. Dans une telle dynamique unitaire, nous participerons à forger l'identité politique du rassemblement et jouerons notre propre partition, avec ceux qui le voudront.

Nous voulons, pour l'élection présidentielle et dans toutes les circonscriptions pour les législatives, des candidatures communes, porteuses d'un projet de campagne unitaire co-construit et partagé, tant dans son contenu que dans ses formes. Dans cet objectif, nous poursuivons les discussions avec le Front de Gauche et ses composantes, le NPA, et toutes les forces de la gauche de transformation.

Concernant la conception de la campagne, nous proposons :

- de porter les axes de rupture précédemment énoncés, notamment l'exigence de refonte des institutions, incluant la mise en cause de l'élection du Président de la République au suffrage universel ;
- d'articuler constamment la campagne des législatives et des présidentielles, et l'après élection : quelle intervention collective commune extraparlamentaire ou articulant élus et mobilisations ?
- une animation collective de la campagne, permettant de donner à voir la diversité du rassemblement, en cherchant constamment à montrer les points communs essentiels... et en assumant les différences dans une dynamique pluraliste.

Quelle que soit la personne qui sera élue à l'élection présidentielle de 2012 nous nous engageons dès à présent à poursuivre notre action, en lien avec les mouvements à venir et en lien avec les débats nécessaires avec les forces sociales, concernant le projet et l'alternative politiques, et la perspective de transformation de la société.